



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU VAR

PREFECTURE

DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE DE L'ETAT  
BUREAU DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Toulon, le 24 FEV. 2014

### **Arrêté Préfectoral de mise à jour de classement** applicable aux installations de la société SERAHU sur la commune du LUC EN PROVENCE

**Le Préfet du VAR,**  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le Code de l'Environnement,

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**Vu** la circulaire ministérielle du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, n° 2010-369 et n° 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 28 mars 1997, portant autorisation d'exploiter un dépôt de transit d'huiles usagées par la société SERAHU, sur la commune du Luc en Provence,

**Vu** le courrier du 28 février 2011 par lequel la société SERAHU sollicite le bénéfice des droits acquis pour la rubrique 167-a au regard des changements intervenus dans la nomenclature des installations classées,

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence, Alpes, Côte d'Azur, en date du 20 janvier 2014,

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture du Var,

.../...

# ARRETE

## ARTICLE 1 :

Le tableau fixant le classement des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées, figurant à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 1997 portant autorisation d'exploitation des installations de la société SERAHU, sise ZI des Lauves, Avenue Henri Becquerel (lot n°22B) (83340) Le Luc en Provence, est abrogé et remplacé par le tableau ci-dessous, pour tenir compte des modifications intervenues au niveau de la nomenclature des installations classées.

Rubrique	Libellé de l'activité	Nature de l'activité	Régime (1)
2717-2	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719 et 2793.</p> <p>2) La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS et supérieure ou égale au seuil A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.</p>	<p>Quantité maximale de substances ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement et répondant aux critères du 2) ci-contre, susceptible d'être présente dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 207 t au niveau des 6 cuves de stockage contenant des huiles noires usagées,</li> <li>- 3 t au niveau de la cuve de 3 m<sup>3</sup> contenant des solvants usagés,</li> <li>- 10,5 t au niveau de la cuve de 10,5 m<sup>3</sup> contenant des liquides de refroidissement usagés,</li> <li>- 5,5 t au niveau de la cuve de 5,5 m<sup>3</sup> contenant des carburants usagés</li> <li>- 70,2 t au niveau des déchets conditionnés relevant de la famille des « solvants » et des déchets dangereux contenant des huiles et des hydrocarbures (cf l'annexe 3 du guide méthodologique pour l'évaluation du classement des installations, en date du 10 janvier 2011), résultant de l'entretien de véhicules et de l'activité des garages, à savoir notamment :</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ filtres à huile et carburant usagés</li> <li>➤ liquides de refroidissement,</li> <li>➤ de frein, de transmission</li> <li>➤ hydraulique, de lave glace usagés</li> <li>➤ solvants, diluants usagés,</li> <li>➤ chlorés ou non</li> </ul> <p>soit une quantité totale de 296,2 t .</p>	A

2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.</p> <p>1) La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne.</p>	<p>Quantité maximale de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement et répondant aux critères de classement dans cette rubrique, susceptibles d'être présente dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 33 t au niveau des deux cuves (de 30 + 3 m<sup>3</sup>) contenant un mélange d'eau (≈ 90%) et d'hydrocarbures (≈10 %)</li> <li>- 14,4 t au niveau des déchets conditionnés relevant de la famille des « pâteux » (cf l'annexe 3 du guide méthodologique pour l'évaluation du classement des installations, en date du 10 janvier 2011), résultant de l'entretien de véhicules et de l'activité des garages, à savoir notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ les emballages métalliques ou</li> <li>➤ plastiques souillés par des produits dangereux</li> <li>➤ les chiffons (papier ou textile)</li> <li>➤ souillés par des produits dangereux</li> <li>➤ les peintures, mastics, colles,</li> <li>➤ résines</li> </ul> </li> <li>- 35,4 t au niveau des batteries automobiles.</li> </ul> <p>soit une quantité totale de 82,8 t.</p>	A
--------	---	---	---

(1) **A** : Autorisation, **D** : Déclaration ; **C** : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du code de l'environnement ; **NC** : non classable.

## **ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et devra être tenu, dans l'établissement, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Il sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie de cette décision sera affichée, en mairie du Luc en Provence, pendant un délai d'un mois. Il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité par les soins du maire.

### **ARTICLE 3 :**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte,
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

### **ARTICLE 4 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Var, le Maire du Luc en Provence, l'Inspecteur de l'Environnement auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Toulon, le 24 FEV. 2014

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Pierre GAUDIN